

hors service

17 février 2012
journal anarchiste

La Grèce sur le pied d'insurrection

TOUT COMMENCE AUJOURD'HUI

En Grèce, le spectre de la révolte de décembre 2008, qui avait fortement secoué le pays suite au meurtre d'Alexis par les flics, hantait les esprits depuis des mois. En effet, face à l'appauvrissement sans précédent de la Grèce, à l'impossibilité d'arriver à un aménagement quel qu'il soit de la situation économique et sociale, au tour de vis exercé sur toute une population au nom du maintien du système en vigueur et du pouvoir, nombreuses étaient celles qui préconisaient le retour de ce spectre-là, d'une vaste révolte sans compromis ni médiation contre l'Etat et le capitalisme.

Après le vote d'un énième paquet de mesures d'austérité, prévoyant entre autres une baisse du salaire minimum de 30 % (en plus des baisses précédentes, on arrive à des salaires réduits à moitié en moins d'un an), ce n'était pas « que » ce spectre là qui s'emparait d'Athènes comme de nombreuses autres villes, mais bien quelque chose de plus : cette nuit-là après le vote, un air d'insurrection soufflait. Des dizaines de bâtiments incendiés (banques, institutions, supermarchés, « patrimoine historique », ministères, ...), des centaines de commerces pillés et ravagés, en plus des barricades, dures affrontements avec les défenseurs de l'ordre, occupations des bâtiments, etc. Mais ce souffle dépasse toute tentative de « calcul »... tellement il est vaste, impliquant des dizaines de centaines de milliers de personnes, chacun et chacune avec ses rages, ses envies, ses idées, ses mains. Aucun politicien, aucun gestionnaire, aucune « politique » ne saura mettre sa main là-dessus sans risquer de se brûler.

La pilule d'austérité est imposé à tout pays en Europe, seul différence est le degré et le rythme. Partout, les derniers remparts de la « concertation sociale » entre exploités et exploités s'effondrent... leur place est prise soit par la résignation, le cynisme d'une survie sur le dos d'autres pauvres, la dépression et le suicide ; soit par la colère, la rage, la vie qui se remet à palpi-

ter. Ce qui se passe en Grèce aujourd'hui, démontre au moins une chose : une insurrection sur le sol européen n'est pas aussi inimaginable que ça. Mieux encore, c'est possible et il n'y a pas à hésiter. La transformation des bases autoritaires et capitalistes de la société, la construction d'un autre monde basé sur la liberté, la solidarité, l'auto-organisation, passera par l'assaut contre l'existant, par la destruction violente, par des vastes insurrections.

Nous ne pouvons pas laisser asphyxier ce nouveau souffle, ce nouvel élan de révolte qui s'est montré en Grèce. Laisser isoler la révolte là-bas revient à creuser sa tombe cruelle et sanguinaire, la révolte de là-bas doit s'étendre, doit se lier avec les révoltes ici (certes plus modestes *pour l'instant*), doit nous encourager à intensifier nos attaques contre tout ce qui nous asphyxie, exploite et opprime. Car là-bas, c'est la possibilité d'un avenir qui a pointé le nez, comme c'est le cas avec dans les soulèvements en affrontements toujours en cours en Egypte, Tunisie, Syrie et ailleurs dans le monde. C'est la possibilité qui peut prendre corps et âme aussi ici, au cœur de la capitale européenne, où la rage est latente, les tensions palpables et les « aménagement » minces. Attendre n'est plus à l'ordre du jour, si jamais il l'était. Le conflit est là, il est quotidien et ça dépend simplement de nous tous si on veut qu'il explose en des vastes mouvements de révolte et d'insurrections. La peur qui maintient tant de pauvres dans les rangs de l'ordre sociale, peut changer de camp, comme elle l'a fait là en Grèce. Trembler pour l'avenir incombera à d'autres, aux puissants, aux riches, aux exploités.

Armons-nous avec le courage et la détermination de faire face à ce monde, débarrassons-nous de toute trace de résignation et d'acceptation, embrassons ce qui était inimaginable hier et possible aujourd'hui : *l'insurrection contre l'existant.*



[Un cinéma prestigieux livré aux flammes par les insurgés à Athènes]

Eurocrate, mange ta cravate!... et va chier

A l'aube d'un sommet européen à Bruxelles, dans la nuit, quatre voitures sont incendiées dans le quartier européen. Plus tard, sur internet, un communiqué revendique l'incendie volontaire : « *Communiqué posthume. Nous, 4 membres du Front Révolutionnaire des Voitures Insoumises, revendiquons notre décision, prise dans la nuit du 29 janvier, de partir en grève. Une grève sauvage, illimitée et irrévocable. Nous désertons de manière définitive et fulminante nos propriétaires respectifs, c'est-à-dire deux membres du Parlement européen, un fonctionnaire de l'OTAN et un diplomate. Transporter ces chefs vers leur boulot, être reconnus dans la rue en tant que serveurs de ces ordures... c'était trop.* » En effet, les voitures des parlementaires européens sont distinguables par leur plaque d'immatriculation : lettres bleus sur un fond blanc, commençant par « EUR ». Celles des fonctionnaires de l'OTAN sont lettres bleus sur un fond blanc ; et celles des diplomates commencent toujours par « CD » (soit en vert sur fond blanc, soit en rouge sur fond blanc). La chasse est ouverte !

Du poulet grillé ce soir

Dans la région liégeoise, le commissariat de police de Dison a eu quelque peu chaud. Tard la nuit, des inconnus ont déversé du liquide inflammable dans le bâtiment et y ont mis le feu. Au moins un bureau a été ravagé par les flammes. Mille raisons pour s'attaquer aux forces de l'ordre, mille manières de rendre les coups à la flicaille.

L'ambassade syrienne à Bruxelles attaquée

En réaction aux bombardements par le régime syrien de villes et de régions insurgées, un groupe de personnes ont assailli l'ambassade syrienne à Bruxelles tard le soir (comme à Londres, Caïre, Tunis, Berlin...). Elles sont pénétrées dans le bâtiment et l'ont saccagé. Avec sa voiture, un diplomate ou vigile syrien a essayé d'écraser des manifestants sur le trottoir et au final, ce sont les flics à arrêter une vingtaine de personnes. Un attaquant a été renversé par une bagnole de police et a eu la jambe cassée. En fin de compte, le pouvoir est en effet partout pareil dans le monde : l'ordre doit régner et ceux qui ne l'acceptent pas, sont réprimés d'une manière ou d'une autre. Si nous sommes solidaires avec le soulèvement en cours en Syrie, c'est parce qu'il tend vers la liberté, parce qu'il prend corps dans la résistance sociale et diffuse. Et après une éventuelle chute du régime de Bashar, ce combat pour la liberté continuera, comme on le voit aujourd'hui par exemple en Egypte où ceux qui veulent transformer radicalement les bases de la société s'affrontent désormais aux conservateurs, au régime militaire « de transition », aux intégristes. Il nous faut donner de l'oxygène à ces soulèvements en cours, pour qu'ils vont au-delà de la contestation d'un régime particulier et font exploser les contradictions entre exploités et exploités, entre riches et pauvres, entre conservateurs et révolutionnaires, entre partisans de la liberté et partisans du pouvoir et de l'ordre. L'enjeu est là, et pas dans les histoires géopolitiques entre les différents Etats ou encore « l'indignation » de chefs d'Etats démocratiques face aux massacres perpétrés par le régime (ces pays démocratiques, n'ont-ils pas livré des guerres récemment, est-ce qu'ils ne répriment pas les révoltés chez eux, est-ce qu'ils ne protègent pas les intérêts des riches et des puissants ?).

Contre tous les pouvoirs, que vive l'insurrection !



dans l'industrie lourde, quelques piquets bloquant l'accès à des zonings industriels et la paralysie des transports en commun, l'ordre économique et social n'était en rien perturbé ce jour-là. Evidemment, tout avait été mis en œuvre pour décourager les gens à faire grève (dans les médias, par les organisations patronales et tous les partis politiques). Pareil d'ailleurs pour les centrales syndicales, qui en fin de compte, ont préféré organiser un semblant de grève, une *mise-en-scène* par leurs délégués les plus loyaux envers la hiérarchie, plutôt que de risquer qu'un mouvement de grogne s'exprime ce jour-là.

Loin de nous l'idée d'accuser les syndicats d'avoir trahi leur base. Ils remplissent tout simplement leur fonction

Une grève molle... on ne peut pas en rester là !

Molle. Voilà la seule expression appropriée pour qualifier la grève générale du 30 janvier dernier. A part des débrayages bien suivis

intrinsèque : étouffer la conflictualité sociale sur les lieux de travail et parmi les salariés, leur enlever toute possibilité d'action autonome et auto-organisée, leur inculquer *la mentalité syndicaliste*, c'est-à-dire à former un « pouvoir », respectueux envers les employeurs et l'économie, défenseur des intérêts des salariés tout en restant toujours à l'intérieur du système en place. Et oui, enfin, – car il y en a (et peut-être sont-ils plus nombreux qu'on pense) – que ceux qui se trouvent encore au sein des syndicats mais se battent contre l'économie, renoncent ou les abandonnent. Dans les combats à venir, les syndicats seront des freins, comme ils l'ont démontré une fois de plus ce 30 janvier.

Mais comment faire alors pour s'opposer aux mesures d'austérité? Une chose primordiale s'impose avant de chercher à y répondre. Dans les transformations en cours des structures économiques et politiques, dans le durcissement programmé des conditions de travail et de survie qui se dessine, dans l'appauvrissement qui s'étend, ça n'a (plus) aucun sens d'espérer de pouvoir gratter quelques miettes, ni de croire pouvoir arrêter la mar- ➤

che forcée vers l'austérité. L'Etat social, la « protection » par l'Etat des travailleurs en échange de leur musellement (la fameuse « concertation sociale »), Papa-Etat qui prend quelque peu soin des malades, des handicapés, des vieux, ..., tout ça, c'est en train d'être rayé de la carte européenne. L'avenir, c'est le conflit ouvert, sans médiation, entre ceux qui ont beaucoup et ceux qui ont peu... ou, ce qui se dessine et est encouragé par le pouvoir, le conflit sans merci entre tous ceux qui n'ont presque rien. Se défaire de toute illusion sur un possible aménagement, c'est le premier pas à faire afin de descendre dans l'arène du combat social.

Aujourd'hui, il ne s'agit pas de former un bloc (politique ou syndical) contre le pouvoir et les mesures d'austérité, mais de saper ces structures. Diffuser le refus du travail ; inventer des formes auto-organisées d'autodéfense et de solidarité contre l'Etat, les huissiers qui livrent la chasse aux pauvres, les vigiles qui protègent les richesses, ... ; saboter les engrenages de l'économie ; couper court au contrôle social ; attaquer partout où c'est possible les riches. Trop radical, impossible, vous dites ? Mais alors, soyez prêts à embrasser votre destin de mener une vie de merde et de mourir comme un chien, un déchet usé par l'économie et le pouvoir ! Si les esclaves préfèrent rester esclaves, qu'ils ne viennent pas se lamenter !

Comment commencer à agir ? C'est fort simple. A ceux qui ont les yeux ouverts, les occasions ne tardent jamais à se présenter. Commençons tout bêtement par agir là où nous nous trouvons, contre ce à quoi nous nous heurtons. Que ce soit un patron, l'ONEM, le CPAS, les huissiers, les vigiles dans les supermarchés, les pacificateurs de la rage dans les quartiers, les banques, les agences d'emploi et d'intérim, ... Mille-et-un modes existent pour les perturber, leur rendre des coups, les attaquer, les dé... *parce qu'il n'y a pas d'aménagement possible*. Auto-organisons-nous à quelques-uns ou à plus nombreux, c'est-à-dire sans parti ni syndicat, afin d'intensifier ou d'entamer les hostilités. Jouons, c'est le mieux qu'il y a à faire. La seule chose que nous risquons, c'est de ne pas mourir esclaves.

Attaquer le commerce et l'économie

Dans l'ambiance générale molle de la grève générale, quelques notes discordantes se sont quand-même fait entendre. Comme par exemple à Nivelles. Là, un groupe de manifestants, clairement pas contents de voir tant de commerces continuer comme si de rien n'était, s'est rendu dans une rue commerciale. Ils rentraient dans les magasins et menaçaient de tout casser s'ils ne fermaient pas. Chose faite, les commerçants prennent peur et ferment leurs boutiques, sans pour autant renoncer à appeler directement leurs amis les policiers. Quelques personnes ont été arrêtées plus tard, accusées d'avoir participé à cette action de grève offensive, puis relâchées plus tard. A Mons, au moins six commerces au centre-ville ont vu leurs vitrines pétées le soir de la grève. Et finalement à Louvain, le domicile privé de l'échevin du travail et de l'économie, Brepoels, a reçu une visite nocturne d'inconnus enragés : ils ont jeté de la peinture sur la façade et y ont peint le slogan « Mort à la morale du travail et de l'argent » et « Bonne nuit, monsieur le Président » (photo en bas)



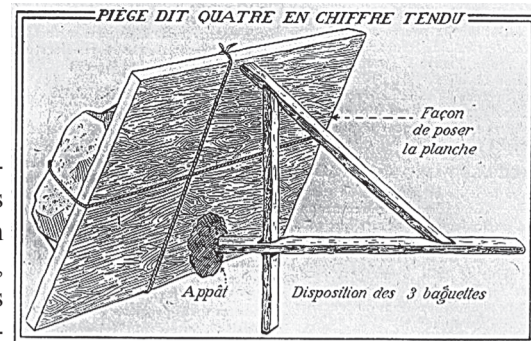
Un peu de bordel aux Marolles et à Saint-Gilles

Le jour de la grève, une bonne centaine de personnes, voulant déclarer mat et échec au capital, à l'Etat et aux gestionnaires des luttes, sont descendues dans la rue. Criant des slogans comme « Ni patrie, ni patrons n'arrêteront nos rébellions », « Vol, pillage, sabotage », l'immanquable « Flics, porcs, assassins » ou encore « Ni flic, ni fric... vol, pillage, sabotage ! », lançant des pétards et taguant les commerces et les murs sur le passage, ils avançaient des Marolles vers Saint-Gilles. Là, la police arrive en nombre et en tenue anti-émeute, ils chargent les manifestants. Dans la foulée, un combi muni d'une caméra sur le toit est dégradé. Une vingtaine de personnes ont été arrêtées puis relâchées.

Barrons la route aux gardiens de prison...

Les syndicats de matons ont déposé un préavis de grève nationale dans toutes les prisons à partir du 17 février. Au-delà des revendications habituelles pour davantage de moyens de pression sur les détenus (mesures de sécurité, plus de personnel, d'armes, d'isolement, ...), ils veulent ainsi s'opposer aux nouveaux plans de pension. Tous les fonctionnaires d'Etat devront en effet travailler deux ans de plus avant de toucher la retraite.

Nous, ennemis irréductibles des prisons et de ceux qui les font exister, avons une meilleure idée : que les matons prennent directement leur retraite, dès aujourd'hui. Qu'ils lâchent leur sale boulot qui consiste à enfermer des gens, à les priver directement de leur liberté de mouvement. Qu'ils le fassent dès aujourd'hui. Mais aucun puissant, aucun tortionnaire, aucun laquais du pouvoir ne change d'avis et de vie comme ça. Nous ne sommes ni naïfs, ni humanitaristes. Ce n'est que par le conflit qu'ils reculent, par la lutte agressive que d'autres mènent contre eux. Le seul « dialogue » possible est celui de l'attaque. Dedans comme dehors, ne restons donc pas les bras croisés quand les gardiens de prison entameront cette grève nationale (rendant les conditions à l'intérieur encore plus ignobles et misérables, privant les détenus des douches, des promenades, des visites, des activités...). A l'assaut, partout où on peut atteindre la prison, ses serviteurs et son monde!



La charité pour mieux regner

Le froid glacial a déjà fait des centaines de morts en Europe. En Belgique, la survie déjà bien rude, en est rendu encore plus difficile pour de nombreuses personnes. Que ce soit parce qu'on n'a pas de toit au-dessus de la tête, parce qu'on vit dans des appartements pourris avec un chauffage défectueux, parce qu'on nous a coupé l'électricité et le gaz faute de paiement, ... la galère s'aggrave par les temps qu'il fait.

Quelques médias comme la RTBF ont alors lancé des appels à la charité. Couvertures, nourriture, maisons prêtées par des propriétaires, abris pour une nuit, ... une véritable mobilisation pour la charité. Afin d'éviter les morts. Afin d'adoucir les drames. Afin qu'en fin de compte et une fois la « crise » passée, rien ne change et que tout le monde reste à sa place. Les pauvres dans leurs taudis, les sans-abris dans la rue, les affamés sous la coupe de bienfaiteurs. Par beau temps comme par temps de pluie.

Des gestes d'entraide et de charité sont deux choses différentes. Dans le premier cas, les opprimés et exploités s'aident réciproquement, sans faire appel à une autorité quelconque (qui les maintient dans leur position) ; dans le second, ce sont les autorités (ou des gens par le biais des autorités) qui viennent en « aide » à certains pour mater à l'avance toute velléité de révolte. L'entraide peut être une arme contre la domination du fric et du pouvoir dans ce monde, la charité sera toujours le bâton pour maintenir les pauvres dans la misère.

Imaginons une autre « solution », aussi « concrète » et « sur courte durée » que l'exigent les fanatiques de la charité et les ennemis de la révolte. Qu'on aille

prendre ce dont on a besoin et ce qu'on veut, sans demander la permission à personne, sans respecter la loi de la propriété privée ni la morale qui prescrit le respect du maître. Piller les supermarchés, occuper les maisons vides, « taxer » les riches à coups de braquages et de cambriolages, vider les entreprises, les institutions, les bureaux, ... ne serait alors que le début de la révolte déchaînée.



Avertissement aux exploités de sans-papiers

Depuis que le gouvernement a fait dépendre les permis de séjour en général d'un contrat de travail, nombreux sont les petits ou grands patrons à se faire encore plus de fric sur le dos des sans-papiers. Par exemple, ils fournissent aux sans-papiers des faux contrats contre des sommes énormes (souvent des milliers d'euros à l'avance et des centaines d'euros par mois de « contrat de travail »). Idem pour les mariages blancs, où faux maris ou fausses mariées exigent des versements mensuels des sans-papiers. Et au-delà des contrats faux ou vrais, l'exploitation des sans-papiers s'intensifie chaque jour davantage. On en est arrivé aujourd'hui à des « salaires » de 2,5 euros de l'heure... Par le chantage aux permis de séjour, aux papiers et aux régularisations, l'Etat assure aux patrons et à l'économie une énorme force de travail rackettée et désespérée.

Profiter du désespoir des gens est certes facile, surtout quand c'est « couvert » par l'appartenance à une même « communauté », quelle qu'elle soit, comme c'est très souvent le cas à Bruxelles. Mais à tout moment, le désespoir peut se transformer en rage, en juste soif de vengeance. En de nombreuses occasions, des sans-papiers s'attaquent à leur patron en volant sa boutique ou son commerce. Et récemment encore, à Bruxelles, une personne qui faisait payer cher le « mariage blanc » à un sans-papiers (en lui soutirant chaque mois des centaines d'euros), a subi sa vengeance impitoyable. Comme il n'arrivait plus à payer les rançons exigées, la racketteuse était en effet allée à la commune pour déclarer leur « divorce », une manière comme une autre de le balancer. Revenant un avis négatif pour la régularisation et l'ordre de quitter le territoire... quelques jours plus tard, le sans-papier lui a tranché la gorge. C'est là certes une histoire cruelle (d'autant plus que le sans-papiers est aujourd'hui incarcéré), une histoire de violence sans merci, mais... la question n'est-elle pas plutôt de se demander pourquoi ce genre de choses ne se passe pas plus souvent ?

agenda

• Local Acrata - bibliothèque anarchiste
32, rue de la Grande Ile, 1000 Bruxelles

Permanences

Chaque mardi de 16h à 20h
Chaque jeudi de 17h à 21h
Chaque samedi de 14h à 18h

Discussions

Jeudi 23 février à 20h
Fragments vidéo sur les révoltes et soulèvements (encore en cours) en Tunisie, Egypte, Libye, Syrie,...

Jeudi 1 mars à 20h
Michael Bakounine: La passion de la révolte

Plus d'infos sur www.acrata.be

* voor de nederlandstalige versie, zie krantbuitendienst.blogspot.com

colofon

Hors Service est un journal anarchiste paraissant environ toutes les trois semaines. Le journal est distribué gratuitement en néerlandais et en français.

Contact

hors.service@hotmail.com
<http://journalhorservice.blogspot.com>

Abonnement de soutien

Vous pouvez prendre un abonnement de soutien en versant mensuellement une contribution de 5 euro (ou plus...) sur notre compte 063-4974489-73 (IBAN BE 27 0634 9744 8973). Mentionnez clairement votre adresse et nous vous enverrons chaque nouveau numéro.

Distribution

Si vous voulez distribuer Hors Service (dans la rue, dans des bars, dans des asbl...), contactez nous. Vous pouvez venir chercher un paquet dans un point de distribution (la liste se trouve sur notre site) ou nous pouvons vous envoyer directement un colis.